



## CHAPITRE 41

Loi modifiant la Loi de l'instruction  
publique

[Sanctionnée le 14 mars 1973]

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

S.R., c.  
235, a.  
205, remp.

**1.** L'article 205 de la Loi de l'instruction publique (Statuts refondus, 1964, chapitre 235), remplacé par l'article 45 du chapitre 67 des lois de 1971, est de nouveau remplacé par le suivant:

Rémuné-  
ration du  
président  
et des  
commis-  
saires.

« **205.** Nonobstant tout pouvoir accordé en vertu de lois particulières et nonobstant l'article 97, la rémunération qu'une commission scolaire peut payer au président et à chacun des autres commissaires ou syndics d'écoles pour tous les services qu'ils rendent à la commission scolaire à quelque titre que ce soit et pour les dédommager d'une partie des dépenses inhérentes à leur fonction, est fixée par le lieutenant-gouverneur en conseil qui peut déterminer la fraction de cette rémunération qui est versée à titre de dédommagement d'une partie des dépenses inhérentes à leur fonction.

Paiement  
des dépen-  
ses auto-  
risées.

Une commission scolaire peut autoriser le paiement des dépenses réellement encourues pour son compte par un commissaire ou syndic d'écoles qui en est membre, pourvu qu'elle ait autorisé telles dépenses. »

S.R., c.  
235, a.  
617, mod.

**2.** L'article 617 de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 60 des lois de 1972, est modifié en retranchant les deuxième et septième alinéas.

## CHAPTER 41

An Act to amend the Education Act

[Assented to 14th March 1973]

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

**1.** Section 205 of the Education Act (Revised Statutes, 1964, chapter 235), replaced by section 45 of chapter 67 of the statutes of 1971, is again replaced by the following:

R.S., c.  
235, s.  
205, re-  
placed.

“**205.** Notwithstanding any power granted under special acts and notwithstanding section 97, the remuneration that a school board may pay to the chairman and to each other school commissioner or trustee for all services rendered by him in any capacity to that school board and to indemnify him for a part of the expenses inherent in his duties shall be fixed by the Lieutenant-Governor in Council who may determine the proportion of such remuneration paid as an indemnity for a part of the expenses inherent in his duties.

Remu-  
neration  
of chair-  
man and  
commis-  
sioners.

A school board may authorize payment of expenses actually incurred on its behalf by a school commissioner or trustee who is one of its members, provided that it authorized such expenses.”

Payment  
of expen-  
ses au-  
thorized.

**2.** Section 617 of the said act, enacted by section 4 of chapter 60 of the statutes of 1972, is amended by striking out the second and seventh paragraphs.

R.S., c.  
235, s.  
617, am.

S.R., c.  
235, a.  
617a, aj.

**3.** Ladite loi est modifiée en insérant, après l'article 617, les suivants:

Condi-  
tions  
d'inscrip-  
tion.

« **617a.** Pour être inscrit sur la liste des électeurs, il faut:

1. être majeur le jour de la votation; et
2. le dernier jour juridique précédant la date du dépôt de la liste des électeurs, être citoyen canadien, domicilié dans la municipalité scolaire et n'être frappé d'aucune incapacité légale.

Qualités  
requis  
pour  
voter.

« **617b.** Pour avoir droit de voter, il faut être inscrit sur la liste des électeurs et, le jour de la votation, être citoyen canadien, domicilié dans la municipalité scolaire et n'être frappé d'aucune incapacité légale.

Endroit  
pour  
voter.

Un électeur ne peut toutefois voter que dans le quartier où il était domicilié le dernier jour juridique précédant la date du dépôt de la liste des électeurs. »

S.R., c.  
235, a.  
618, mod.

**4.** L'article 618 de ladite loi, édicté par l'article 4 du chapitre 60 des lois de 1972, est modifié:

a) en remplaçant, dans la septième ligne du premier alinéa, le chiffre « 65 » par le chiffre « 99 »;

b) en ajoutant, après le premier alinéa, le suivant:

Disposi-  
tion appli-  
cable.

« Toutefois, pour les fins de l'article 54a, l'article 423 continue à s'appliquer dans le cas visé au cinquième alinéa de l'article 49. »

Effet de  
a. 1.

**5.** L'article 1 de la présente loi a effet depuis le premier janvier 1972.

Adoption  
et effet  
d'arrêts  
en conseil.

Les arrêtés en conseil adoptés en vertu de l'article 205 de la Loi de l'instruction publique tel que remplacé par l'article 45 du chapitre 67 des lois de 1971, sont réputés avoir été adoptés, avec effet au 1<sup>er</sup> juillet 1972, en vertu de l'article 205 de la Loi de l'instruction publique tel que remplacé par l'article 1 de la présente loi. Les frais de représentation déterminés dans lesdits arrêtés en conseil et qui ont déjà été payés ou qui seront payés, sont réputés être une rémunération au sens de l'article 205 de la Loi de l'instruction publique tel que remplacé par l'article 1 de la présente loi, dont le tiers est réputé le dédommagement d'une partie des dé-

**3.** The said act is amended by inserting after section 617 the following:

R.S., c.  
235, s.  
617a,  
added.

« **617a.** To be entered on the electoral list, a person must:

(1) be of full age on the polling day; and

(2) on the last juridical day before the date of deposit of the electoral list, be a Canadian citizen domiciled in the school municipality and have full legal capacity.

Right of  
entry on  
electoral  
list.

« **617b.** To be entitled to vote, a person must be entered on the electoral list and on polling day be a Canadian citizen domiciled in the school municipality and have full legal capacity.

Qualifica-  
tion to  
vote.

However, an elector shall vote only in the ward where he was domiciled on the last juridical day before the date of deposit of the electoral list."

Voting  
restricted  
to ward.

**4.** Section 618 of the said act, enacted by section 4 of chapter 60 of the statutes of 1972, is amended:

R.S., c.  
235, s.  
618, am.

(a) by replacing the number "65" in the fifth line of the first paragraph by the number "99";

(b) by adding, after the first paragraph, the following:

"However, for the purposes of section 54a, section 423 continues to apply in the case contemplated in the fifth paragraph of section 49."

Applica-  
tion of  
provision.

**5.** Section 1 of this act has effect from the first of January 1972.

Effect of  
s. 1.

The orders in council made under section 205 of the Education Act replaced by section 45 of chapter 67 of the statutes of 1971, are deemed to have been made and effective from the 1st of July 1972, under section 205 of the Education Act replaced by section 1 of this act. The representation allowances determined in those orders in council and which were already or will be paid are deemed to be remuneration within the meaning of section 205 of the Education Act replaced by section 1 of this act, one-third of which is deemed to be an indemnity for a part of the expenses inherent in the duties of school commissioner or trustee; the same applies to

When  
orders in  
council  
deemed  
made, etc.

penses inhérentes à la fonction de commissaire ou syndic d'écoles; il en est de même de tous frais de représentation payés à compter du premier janvier 1972.

representation allowances paid from the first of January 1972.

Entrée en  
vigueur.

**6.** La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

**6.** This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming  
into force.